

INTERVIEW DE ABDELLAH ZIADI,

responsable de la division Appui à la recherche et coopération du CNRST.

“Nous sommes sur la bonne voie”

Dans cet entretien, le responsable de la division Appui à la recherche et coopération du CNRST revient pour Maroc Hebdo sur le récent programme de soutien lancé par le centre en lien avec le Covid-19 et les perspectives de la recherche et du développement au Maroc. Et le moins que l'on puisse dire est qu'il "demeure confiant".

Interview réalisée par
Wissam EL BOUZDAINI

Le Centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST), dont vous dirigez la division Appui à la recherche et coopération, vient de sélectionner 141 projets dans le cadre de son programme de soutien à la recherche scientifique et technologique en lien avec la pandémie de Covid-19. Pouvez-vous nous en dire d'abord plus sur ce programme?

C'est un programme que le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a lancé, le 7 avril, à travers nous et à travers son Département de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (DESRC) pour encourager les chercheurs nationaux, en l'occurrence ceux qui oeuvrent au sein des universités du Royaume, à élaborer des projets à même de permettre sinon de lutter directement contre le Covid-19, notamment aux plans scientifique et médical et celui de la technologie -par technologie, je fais référence à la conception et à la production de dispositifs et appareils médicaux-, du moins à le comprendre, à comprendre ses implications. Comme vous le savez, l'impact du Covid-19 n'est pas que sanitaire et charrie également des dimensions économique, sociologique et psychosociale ou encore politique. Et, conséquemment, nous avons essayé de ratisser large, et cela ressort, à mon sens, dans la diversité thématique des projets que nous avons sélectionnés.

Comment justement s'est passé cette sélection?

Cela s'est déroulé sur plusieurs étapes. D'abord, nous avons donc été sollicités par le ministère de l'Éducation nationale, et

dès lors nous avons mis en place quatre pôles régionaux, sur lesquels nous avons réparti équitablement le budget qui nous a été alloué et qui est de 10 millions de dirhams, à raison de 2,5 millions de dirhams par pôle. Ces pôles sont les suivants: Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma; Casablanca-Settat; Béni Mellal-Khénifra, Marrakech-Safi, Souss-Massa, Guelmim-Oued Noun, Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Ed Dahab; et Fès-Meknès, l'Oriental et Drâa-Tafilalet. Au niveau de ces pôles, nous avons surtout procédé à l'installation de comités de pilotage composés des présidents des universités qui s'y trouvent, et ce sont ces comités qui ont écrémé et nous ont soumis, suite à une première phase d'étude, une liste de 200 projets qu'ils recommandaient fortement pour un financement. Cette liste, une fois reçue, a été par la suite adressée de notre part à 240 experts qui les ont passés au crible et leur ont accordé une note qui va de 0 à 100. Et au final, nous avons retenu 53 projets.

Nombre qui a donc plus tard été élargi à 141...

Effectivement, beaucoup des projets que nous n'avions initialement pas choisis étaient de très haute facture, mais les 10 millions de dirhams que nous avons à notre disposition ne permettaient pas d'appuyer tous les projets. Et, en fait, c'est là qu'il a été décidé que le ministère avancerait, d'un côté, plus d'argent, à savoir 5 millions de dirhams, tandis que les pôles régionaux apporteraient, chacun, 1,25 million de dirhams. Ce qui nous a donc permis d'appuyer 88 projets supplémentaires.

Ces sommes sont-elles pour vous suffisantes?

Vous savez, un chercheur se plaindra toujours de la petitesse des budgets qui lui sont alloués, quels qu'ils soient (rires). Mais ces montants demeurent importants. Ce que je pense personnellement, c'est que nos chercheurs se doivent d'abord de prouver qu'ils sont capables de faire avec peu, et après ambitionner d'obtenir plus -il faut bien commencer quelque part. Et puis, je ne pense pas que le ministère de l'Éducation nationale, s'il avait été en mesure de le faire, n'aurait pas accordé plus d'argent. Il faut rappeler que c'est un chercheur qui est à sa tête, à savoir Saïd Amzazi, et celui-ci ne connaît que fort bien l'importance de développer la recherche scientifique et de lui donner plus de moyens.

Avez-vous par exemple cherché à associer le secteur privé pour justement avoir ces moyens supplémentaires?

Pas, c'est vrai, pour ces projets liés au Covid-19, mais je dois rappeler que depuis plusieurs années nous avons noué une série de partenariats aussi bien avec des opérateurs privés que publics, ce qui a donné une véritable bouffée d'oxygène à nos chercheurs et leur a permis d'avancer davantage dans ce qu'on appelle la recherche appliquée, c'est-à-dire la recherche qui vise des finalités pratiques et pas seulement théoriques et qui constitue, aujourd'hui, le nerf de la recherche scientifique mondiale, comme vous avez pu par exemple le constater en cette période de pandémie. Il y a eu notamment ce partenariat signé avec le groupe OCP en octobre 2014 pour faire des recherches sur les phosphates et pour lequel nous nous étions vu assigner un budget de 90 millions de dirhams, ce qui est énorme par rapport aux montants généralement en jeu au Maroc en matière de recherche et développement. Nous sommes d'ailleurs actuellement en discussion avec le groupe OCP pour un nouveau partenariat qui aurait cette fois une portée plus large et intéresserait également les sciences exactes, les



Nos chercheurs se doivent d'abord de prouver qu'ils sont capables de faire avec peu, et après ambitionner d'obtenir plus.

sciences naturelles, les sciences humaines et sociales, etc. Mais je ne peux pas vous en dire plus pour le moment. Mais cela en dit long sur le degré de satisfaction qu'il y a eu par rapport aux projets réalisés par nos universités. Outre le groupe OCP, il y a eu aussi le ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique qui nous avait demandé de contribuer à sa stratégie de prévention routière, et là aussi le satisfecit avait été

au rendez-vous puisqu'un deuxième appel à projets a finalement également eu lieu dans ce sens. J'ajouterais par ailleurs nos partenariats avec le groupe Al Omrane, pour l'aider par exemple à choisir les matériaux les plus adéquats selon les régions où il lance des chantiers de construction, ou celui avec l'Agence nationale des plantes médicinales et aromatiques (ANPMA) de Taounate, pour contribuer à la valorisation des plantes médicinales et aromatiques. Aussi, en partenariat avec l'Agence de développement du digital (ADD), nous oeuvrons au développement de l'intelligence ar-

tificielle, après que le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie verte et numérique ait pris l'initiative dans ce sens.

Mais ces partenariats ne sont-ils pas de nature, en même temps, à pousser les chercheurs nationaux à délaisser la recherche purement théorique et qui elle aussi est importante, voire à la base de la recherche appliquée?

Je ne le crois pas, je pense qu'on peut faire les deux à la fois. Bien évidemment c'est une question de moyens, il faut faire en sorte que les chercheurs qui font de la recherche théorique puissent aussi avoir quelque chose à se mettre sous la dent. Et cela dépendra, surtout, de l'État.

C'est l'État justement, par le biais du ministère de l'Enseignement supérieur, qui a lancé le programme de soutien en lien avec le Covid-19. Mais parfois, on a l'impression que les décideurs ignorent au final ce qui se fait dans nos laboratoires, comme par exemple les kits de test de la Fondation marocaine pour l'innovation et la recherche scientifiques avancées

“NOUS SOMMES D'AILLEURS ACTUELLEMENT EN DISCUSSION AVEC LE GROUPE OCP POUR UN NOUVEAU PARTENARIAT QUI AURAIT CETTE FOIS UNE PORTÉE PLUS LARGE”

(MASciR) que le ministère de la Santé n'avait pris en compte qu'après plusieurs semaines...

Je vais vous le dire franchement, je ne crois pas que l'État nous demande de faire des recherches pour les laisser, en fin de compte, moisir dans des tiroirs. Je pense qu'il y a un véritable intérêt à essayer de profiter de ce que peuvent produire nos laboratoires de recherche dans nos universités, et comme vous l'avez dit, maintenant les kits de la MASciR pourront prochainement être produits à grande échelle. Et je pense que les projets de notre programme de soutien connaîtront également le même sort, c'est-à-dire qu'ils serviront bien aux autorités dans leur stratégie de lutte contre le Covid-19.

On critique beaucoup notre niveau

de recherche et de développement; globalement on reste à la traîne. Cette pandémie de Covid-19 peut-elle selon vous servir de catalyseur?

Oui, je le pense. Vous savez, cela fait plus de vingt-six ans que je travaille au CNRST, et pendant ces vingt-six ans je n'avais, personnellement, jamais vu une telle effervescence. Les partenariats dont je vous ai parlé sont par exemple, à mon sens, significatif de l'intérêt qui est désormais accordé à la recherche scientifique dans notre pays. Le programme de soutien en lien avec le Covid-19 aussi. Oui, nous devrions être beaucoup mieux, largement mieux, au vu de nos potentialités humaines et la qualité de nos infrastructures de recherche. Mais pour répondre à votre question, je demeure confiant que nous sommes sur la bonne voie et qu'il faut être positif ●

La façade du Centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST).

